

*Direction Risques Industriels  
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 26/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARENY**

Avenue de Mont Louis  
66210 Les Angles

Réf : 2025-096-PR  
Code AIOT : 0006601477

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 sur la carrière à ciel ouvert de roches massives située au lieu-dit « Bac de la Devèse de Caramatx » sur le territoire de la commune PUYVALADOR et exploité par la société ARENY.

L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la visite réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel des ICPE du 26/10/2021, la société ARENY a été mise en demeure par arrêté du 02/02/2022 de faire valider les modifications apportées aux conditions d'exploitation de la carrière par l'intermédiaire d'un porter à connaissance du préfet.

Le porter à connaissance a finalement été déposé le 23/05/2023, complété le 06/11/2023 et a abouti à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2023 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de Puyvalador.

L'exploitant a également déposé un mémoire en réponse précisant les mesures mises en place pour corriger les écarts « Susceptibles de mise en demeure et sanctions (SMDS) » constatés au cours de l'inspection du 26/10/2021 et concernant les points suivants :

- SMDS1&2 : compléter les ouvrages de gestion des eaux pluviales internes et externes au site ;
- SMDS3 : mettre en place les dispositifs permettant de limiter les émissions de poussières

- provenant de l'exploitation et de la circulation des engins ;
- SMDS4 : mettre à jour le plan des réseaux ;
- SMDS5&8 : réaliser les analyses des rejets aqueux ;
- SMDS6 : mettre en conformité le sol du bâtiment utilisé pour l'entretien des engins au regard du risque de pollution des sols et des eaux ;
- SMDS7 : mettre les récipients contenant des produits dangereux et polluants sur rétention ;
- SMDS9 : compléter le bilan annuel avec les informations demandées permettant le suivi de la carrière ;
- SMDS10 : faire réaliser l'audit triennal des prescriptions de l'arrêté, le dernier ayant été réalisé en 2017.

Une nouvelle inspection a été réalisée le 09/08/2022 dans le cadre d'une plainte de voisinage concernant les émissions de poussières, qui a abouti :

- à l'arrêté de mise en demeure du 14/10/2022 portant sur les points suivants :
  - stockage de fûts d'huiles hors rétention ;
  - compléter les dispositifs de prévention des émissions de poussières ;
  - transmission du bilan annuel au préfet ;
- à l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/10/2022 prescrivant :
  - une mesure de bruit suite à la prochaine campagne de concassage de matériaux ;
  - la constitution d'une réserve d'eau suffisante pendant l'inter-campagne permettant la gestion des émissions de poussières.

Une inspection ponctuelle a également été programmée le 20/06/2023 dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé le 23/05/2023. Cette inspection a abouti à une lettre de suite demandant à l'exploitant de compléter le porter à connaissance.

L'objectif de la présente visite est en conséquence de vérifier :

- le respect de l'arrêté de mise en demeure du 14/10/2022 ;
- le respect des conditions d'exploitation et du phasage redéfinis par l'arrêté complémentaire du 01/12/2023 ;
- par sondage, la correction des points « Susceptibles de mise en demeure et sanctions (SMDS) » constatés au cours de l'inspection du 26/10/2021, notamment la présence des ouvrages de gestion des eaux pluviales, la présence des dispositifs de limitation des émissions de poussières.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARENY
- LD PLA DE SALLES AV DE MONT LOUIS 66210 LES ANGLES
- Code AIOT : 0006601477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### La société :

L'actionnariat de l'entreprise a été modifié en début 2020. La société ARENY est détenue à 100 % par la société DASSE TP, elle-même détenue à 100 % par la société TP 66.

La société ARENY œuvre dans le domaine des travaux publics et compte quatre implantations :

- Les Angles, siège social (dépôt d'agrégats, centrale à béton et travaux publics),

- Puyvalador, carrière,
- Saillagouse, central à béton.

La société compte 23 salariés permanents et peut augmenter son effectif avec du personnel intérimaire pour honorer ses chantiers.

#### La carrière :

La carrière est autorisée pour 30 ans (jusqu'en février 2044).

La production annuelle maximale est fixée à 148 500 tonnes par an de granulats toutefois la production réelle est inférieure à 50.000 t/an.

La surface totale de l'établissement est de 10,20 ha dont 6,11 ha de zone d'exploitation.

L'arrêté préfectoral de référence pour cette installation est l'arrêté complémentaire n°2014052-0002 du 21 février 2014.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.3	Suspension
2	Limitation émissions poussières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 3.1.5	Suspension
4	Audit des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.4	Suspension
5	Plan d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.2	Suspension
8	Respect des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.8.4	Suspension
9	Respect du Phasage	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.8.5	Suspension
10	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.1, 4.3.2, 4.3.3	Suspension

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Stockage des produits polluants sur rétention	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 7.3.2
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 1.5.2 & 1.5.3 & 1.5.4
7	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.1.1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les problématiques principales concernant l'exploitation de la carrière de Puyvalador concernent :

- les conditions d'exploitation complexes de cette carrière de montagne résultant d'un contexte géologique particulier et d'un historique ancien ;
- la présence du Desman des Pyrénées, espèce protégées, sur la portion de l'Aude qui s'écoule en contre-bas de la carrière, nécessitant des mesures d'évitement qui doivent être strictement respectées ;
- la nécessité de maîtriser les émissions poussières, en l'absence de moyen de prélèvement d'eau, du fait notamment de la présence d'un riverain à proximité de la carrière.

Les dernières visites d'inspection réalisées en 2021 et 2022 ont conduit à la signature de 2 arrêtés mettant en demeure l'exploitant de respecter :

- le phasage et les conditions d'exploitation ;
- certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation contrôlées par sondage.

Au cours de la visite l'inspection a constaté que les arrêtés de mise en demeure n'ont pas été respectés et que la situation s'est détériorée, en particulier :

- un gradin intermédiaire sur la partie sud de la carrière a été exploité conduisant à la constitution d'un nouveau front de très grande hauteur et remettant en question les résultats des expertises des géologues ayant permis de redéfinir les conditions d'exploitation et de remise en état de cette carrière ;
- les mesures d'évitement concernant la gestion des eaux pluviales ne sont pas respectées, les matériaux fin se sont accumulés sur la zone de transit de matériaux et dans les ouvrages de gestion des eaux pluviales limitant leur efficacité ;
- les engagements de l'exploitant concernant la maîtrise des émissions de poussières ne sont pas respectés.

L'inspection propose en conséquence à la préfecture de :

- suspendre l'exploitation de la carrière jusqu'à la mise en conformité ;
- mettre en demeure l'exploitant de restituer les ouvrages de gestion des eaux pluviales, de nettoyer la plateforme de transit de matériaux et les fossés et de reconstituer le gradin exploité illégalement.

Concernant la suspension, l'exploitation de la carrière pourra reprendre qu'après mise en conformité dûment constatée par l'inspection.

Dans l'attente seuls les travaux nécessaires à la mise en conformité et l'évacuation des produits finis stockés sur la zone de transit peuvent être réalisés.

#### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mis en demeure du 14/10/2022 & arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan environnement annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.3</b> L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière en comparaison avec les capacités autorisées ;</li><li>• Un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;</li><li>• La mise à jour du plan d'exploitation et de remise en état ;</li><li>• Tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;</li><li>• Un bilan sur l'évolution de la population du Desman des Pyrénées sur le tronçon de l'Aude au droit de la carrière afin de vérifier l'efficacité de la mesure compensatoire mise en place (dispositif de décantation des eaux pluviales) ;</li><li>• La description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;</li><li>• Une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté et en particulier sur :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ les rejets aqueux,</li><li>◦ les mesures de niveau sonore,</li><li>◦ les mesures de vibration,</li><li>◦ l'élimination des déchets.</li></ul></li></ul> <p>Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.</p> <p>Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable.</p> <b>Arrêté de mise en demeure du 14/10/2022, article 1</b> Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier : <ul style="list-style-type: none"><li>• D'une part, l'exploitant doit transmettre, au préfet, le bilan environnemental annuel qu'il devait établir au titre de l'année 2021 et qu'il aurait dû lui transmettre avant le 1<sup>er</sup> avril 2022 ;</li><li>• D'autre part, le bilan environnemental annuel à établir au titre de l'année 2022 et que l'exploitant doit transmettre à monsieur le préfet avant le 1<sup>er</sup> avril 2023, devra comporter l'ensemble des éléments mentionnés ci-contre et en particulier les résultats des mesures de niveaux sonores et ceux des mesures de vibrations.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport 2024 concernant le suivi des populations de Desman des Pyrénées réalisé par la fédération Aude Claire ;</li><li>• les bilans annuels 2023 et 2024 concernant le suivi des retombées de poussières ;</li><li>• le bilan de la visite de l'Organisme Extérieur de Prévention 2024 au titre de l'inspection du</li></ul>

- travail ;
- le plan « état des lieux » de la carrière mis à jour au 18/12/2023.

L'exploitant confirme que le bilan annuel tel que prescrit par l'article 9.2.3 et ayant fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 14/10/2022 n'a pas été rédigé.

**L'arrêté de mise en demeure du 14/10/2022 n'est pas respecté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

## N° 2 : Limitation émissions poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté de mis en demeure du 14/10/2022 & arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 3.1.5 & arrêté complémentaire du 14/10/2022 article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limitation émissions poussières

**Prescription contrôlée :**

### **Article 3.1.5 AP 21/02/2014 : Émissions et envols de poussières**

Les stockages de produits pulvérulents et des sables fins sont confinés (silos, trémies, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents et des sables fins sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces protégés par rapport au vent dominant afin de limiter les envols de poussières.

Lorsque les stockages des produits en vrac se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs doivent être prévues pour limiter les envols par temps sec et en période de vent.

Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, comme par exemple les pistes, la verse à stériles, seront arrosés en tant que de besoin. Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

Les installations et leurs abords sont maintenus propres pour éviter le re-envol de poussières en période de grand vent.

Les installations de traitement des matériaux devront être équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible (capotage et aspiration, humidification, limiteur de chute...) ; les poussières sont, dans la mesure du possible, traité et / ou captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Le cas échéant, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage.

Toute défaillance du système de traitement des poussières ou d'humidification des matériaux provoquera l'arrêt d'urgence de l'installation.

### **Article 3 APC 14/10/2022 : Contrôle et gestion de la réserve d'eau utilisée pour limiter les émissions de poussières**

À l'issue de l'hiver 2022-2023, l'exploitant s'assure, en contrôlant le taux de remplissage des citernes mises en place sur la carrière, qu'il dispose d'un volume d'eau suffisant pour lui permettre de limiter efficacement les émissions de poussières générées par le fonctionnement de la carrière

et ses installations de traitement de matériaux de carrière, notamment par temps sec et ou venteux.

Dans le cas où ce volume d'eau ne lui paraît pas suffisant, l'exploitant étudie les solutions qui pourraient être mises en œuvre pour le compléter par l'apport d'eau extérieure à la carrière (prélèvement dans un cours d'eau ou lac en dehors des périodes d'étiage et de sécheresse, possibilité d'acheminer de l'eau depuis l'un de ses autres sites industriels, etc.).

En conclusion de cette étude l'exploitant indique :

- la ou les solutions qu'il retient de mettre en œuvre pour l'année 2023, assorties des modalités et d'un échéancier de réalisation ;
- la ou les solutions qu'il propose de maintenir pour les années suivantes, assorties des modalités de réalisation ;

Le 1er mai 2023 au plus tard, l'exploitant adresse une copie de l'étude et de ses conclusions à l'inspection des installations classées.

#### **Arrêté de mise en demeure du 14/10/2022, article 1**

Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier :

- L'exploitant doit compléter le dispositif existant, insuffisant, pour assurer l'arrosage des pistes ou l'humidification des matériaux stockés à l'air libre et limiter les émissions de poussières des installations de traitement de matériaux.

#### **Constats :**

L'exploitant indique qu'un dispositif a été mis en place afin de collecter les eaux de ruissellement au sein de 2 citernes, l'une située sur la rampe d'accès nord de 10 m<sup>3</sup>, l'autre à l'entrée du carreau nord de 8 m<sup>3</sup>. Ces citernes sont alimentées par les eaux pluviales captées par des tranchées drainantes. L'exploitant dispose ainsi d'une réserve tampon de 18 m<sup>3</sup> permettant l'arrosage des stocks et des pistes.

Une 3<sup>e</sup> réserve est présente au pied de la carrière sur la plate-forme de transit des produits finis mais qui est réservée à l'incendie.

L'inspection constate que :

- la réserve sur la rampe d'accès nord est remplie ;
- l'exploitant n'a pas pu justifier le niveau de remplissage de la réserve fermée présente à l'entrée du carreau nord ;
- aucun moyen n'est présent sur la carrière permettant l'aspersion de l'eau afin de réduire les émissions de poussières ;
- le concasseur mobile présent sur le carreau nord n'est pas équipé de dispositifs de dispersion d'eau permettant de limiter les émissions de poussière que ce soit au niveau du concasseur ou des chutes des tapis.

**L'arrêté de mise en demeure du 14/10/2022 n'est pas respecté.**

L'inspection constate également que la réserve d'eau incendie est :

- inaccessible pour les engins du SDIS ;
- n'est pas remplie ;
- le volume de la réserve n'est pas connu ;
- le raccord pompier est enterré sous des matériaux qui se sont accumulés.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension

### N° 3 : Stockage des produits polluants sur rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mis en demeure du 14/10/2022 & arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des produits polluants sur rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.3.2 AP 21/02/2014 : Rétention</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p><b>Arrêté de mise en demeure du 14/10/2022, article 1</b></p> <p>Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les 3 fûts de 200 litres contenant des huiles de moteur entreposés à même la dalle de l'atelier de réparation et d'entretien des engins de chantier doivent être stockés sur une ou plusieurs cuvettes de rétention, dont le volume devra être calculé selon les prescriptions ci-contre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que tous les récipients contenant des produits polluants ou dangereux ont été placés sur rétention.</p> <p>Ce point n'a toutefois pas été vérifié au cours de la visite de terrain.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Audit des prescriptions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Audit des prescriptions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.</p> <p>En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être</p>

archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet Audit sera transmis au Préfet avec la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 8.1.6 avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les non-conformités sont corrigées sans délais.

**Constats :**

Le dernier audit a été réalisé le 17/12/2021, les principaux écarts concernaient :

- un dépassement du périmètre de l'établissement sur 3000 m<sup>2</sup> à l'est coté forêt. Ce dépassement est en cours de remise en état ;
- la modification du phasage du fait de la présence d'ancien stériles et de la mauvaise qualité de la roche : à fait l'objet du PAC et de l'APC de 2024 ;
- le retard sur le planning de retrait des anciens équipements abandonnés (anciens silos)
- article 2.3.2 : aménagement paysager de l'épaulement nord non réalisé
- articles 9.1.2, 9.1.3, 9.1.4 : contrôle des rejets aqueux, niveaux sonores, vibrations non réalisés
- article 3.1.5 : prévention des émissions de poussières : mise en place d'un arrosage fixe sur la piste principale en cours ;
- article 4.3.2 : recalibrage du fossé longeant RD32
- article 7.1.1 : absence de contrôle permanent pendant les heures ouvrées du faible de l'extension du site et du faible effectif sur le site
- articles 7.2.1 & 7.4.5 : consignes à rédiger pour le risque de pollution et pour les opérations de ravitaillement des engins
- article 8.1.8.7 : consigne à rédiger concernant l'utilisation des explosifs et en particulier la fermeture du RD118, RD32, vérification absence de personnes...
- article 8.1.10.1 : respect de la bande de 10m
- article 8.1.12 : mise à jour du plan de gestion des déchets
- article 9.2.2 : extension du plan d'exploitation et de remise en état au rayon de 200 m, repérage de la borne nivelée
- article 9.2.3 : bilan environnement

L'exploitant n'a pas pu justifier que les écarts constatés lors de l'audit du 17/12/2021 ont été corrigés.

L'exploitant confirme que l'audit n'a pas été renouvelé à l'échéance de 3 ans (2024).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 5 : Plan d'exploitation et de remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan d'exploitation et de remise en état

**Prescription contrôlée :**

Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera

<p>repérée),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...).</li> </ul> <p>Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre. Cette mise à jour concernera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'emprise des infrastructures (installations - pistes - stocks ...),</li> <li>• les surfaces défrichées à l'avancement,</li> <li>• le positionnement des fronts,</li> <li>• l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),</li> <li>• l'emprise des zones remises en état,</li> <li>• les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le plan de la carrière de Puyvalador mis à jour le 18/12/2023.</p> <p>Ce plan ne reprend pas l'ensemble des mentions demandées à l'article 9.2.2, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan des abords dans le rayon de 200 m ;</li> <li>• le positionnement des bornes ;</li> <li>• l'emprise des chantiers et des zones remises en état.</li> </ul> <p>L'exploitant confirme que le plan n'a pas été mis à jour en 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Suspension</p>

#### N° 6 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 1.5.2 &amp; 1.5.3 &amp; 1.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le montant minimum des garanties financières est fixé dans le tableau ci-dessous :</p> <p>Troisième période quinquennale : 2024 → 2029 : 169 269 €</p> <p>Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières.</p> <p>Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel ad-hoc.</li> <li>• La valeur de référence de l'indice public TP01 au moment de l'établissement des garanties financières.</li> <li>• La valeur datée du dernier indice public TP01.</li> <li>• L'actualisation du montant au prorata de la variation de l'indice publié TP01 conformément à l'article 1.5.5.</li> </ul>

**Constats :**

L'exploitant présente un document établi par Bpifrance daté du 21/02/2024 intitulé « acte de cautionnement solidaire n°250824/24/00001 » qui correspond au modèle de l'arrêté du 31/07/2012. D'après l'article 3.1, cet engagement couvre la période du 21/02/2024 au 20/02/2029. Ce document est signé électroniquement.

L'inspection note que le montant garanti, 311.710,17 €, est supérieur au montant de la phase en cours (169 269 €).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan de surveillance des émissions de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois pendant la période d'activité de la carrière.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées.

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés.

Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'alinéa précédent.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

**Constats :**

Bien que la production de la carrière reste très inférieure à 150.000 t/an (seuil fixé par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 rendant obligatoire le plan de surveillance des émissions de poussières),

l'arrêté complémentaire du 01/12/2023 a imposé la mise en place d'un plan de surveillance des émissions de poussières.

L'exploitant présente le bilan annuel des retombées de poussières 2023 et 2024 qui a été rédigé par la société EAGLE ENVIRONNEMENT

Le plan de surveillance comprend 4 points de mesure avec :

- une jauge de type b à proximité de la plus proche habitation ;
- une jauge témoin (type a) à 260 m de la carrière
- 2 jauges de type c en limite de site.

Le rapport 2024 conclut en indiquant en particulier que l'habitation voisine est modérément exposée aux retombées de poussières. Les impacts se produisent principalement au niveau de la zone de chargement des camions située près de l'entrée de la carrière.

La moyenne annuelle glissante de la jauge de type b reste inférieure au seuil de 500 mg/m<sup>2</sup>/j

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Respect des conditions d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

**Article 8.1.8.4 de l'arrêté Préfectoral du 21/02/2014,**

L'exploitation sera conduite en dent creuse par tranches horizontales descendantes.

L'exploitation sera conduite par gradins d'une hauteur de 7m regroupés ensuite en fronts de 14m conformément aux données du dossier.

En tout état de cause la hauteur maximale des gradins en exploitation est inférieure à 15 m.

Les conditions et la géométrie de l'exploitation doivent respecter les recommandations définies par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées ; le respect de ces recommandations doit pouvoir être justifié par l'exploitant.

Le gisement est exploité jusqu'à la cote 1385 m NGF.

Le sous-cavage est interdit.

Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin.

Les modalités de réalisation des opérations de purge seront précisées dans une consigne.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace.

Le danger sera également signalé par pancartes.

Les banquettes d'extraction sur lesquelles les engins doivent circuler ont une largeur supérieure à 10m. Cette largeur est ramenée à 5 m minimum en fin d'exploitation.

**Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 02/02/2022**

La société ARENY [...], pour la carrière de roches massives située [...] sur le territoire de la commune de Puyvalador est mise en demeure, dans le délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger la non-conformité (NC1) relevée dans le rapport d'inspection de la visite du 26/10/2021, en portant à la connaissance de monsieur le préfet les modification et phasage d'exploitation et mettant à jour les garanties financières correspondantes, en application de l'article L181-14 du Code de l'environnement.

Ces modifications devront s'appuyer sur la réorganisation de l'exploitation présentée par l'exploitant en date du 26/07/2017 et l'avis technique du CEREMA de 2017.

**Constats :**

Pour rappel la société ARENY exploite une ancienne carrière qui a été mise en exploitation lors de la construction du barrage de Puyvalador entre 1925 et 1932. Cette carrière est implantée sur un massif granitique comportant localement des enclaves de roches sédimentaires métamorphisées : calcaires marmoréens, cornéennes et schistes. L'emprise de la carrière comporte historiquement deux carreaux d'exploitation :

- au Sud : un affleurement de cornéenne ;
- au Nord : des affleurements de calcaires marmoréens.

Entre ces deux carreaux s'étend une avancée à dominante granitique faillée sur laquelle ont été entreposés des stériles d'extraction et de traitement de matériaux en quantité importante.

L'exploitation historique a laissé des fronts de grande hauteur.

L'objectif lors la reprise de l'exploitation suite au renouvellement de 2014 était de reculer les fronts à partir du sommet de la carrière et d'exploiter en phase descendante en reconstituant des fronts de 15 m maxi et pistes et gradins de 10 m de large permettant d'assurer la stabilité globale du site.

Compte tenu de l'identification de difficultés d'exploitation des fronts liées à la géologie complexe de la zone d'extraction et suite à une inspection le 28/06/2017, cette carrière a fait l'objet d'une intervention du CEREMA en tant qu'expert et appui à l'administration. Les conditions d'exploitation ont été revues en suivant afin d'intégrer les recommandations du CEREMA.

Compte tenu du retard pris dans l'exploitation du site le phasage a été modifié et a fait l'objet du porter à connaissance du 23/05/2023, complété le 06/11/2023 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2023.

Le plan de phasage actuel prévoit la poursuite de l'exploitation en phase descendante sur la partie nord de la carrière, l'exploitation au sud étant terminée et les gradins devant être utilisés pour accéder à l'exploitation nord.

L'inspection constate que :

- l'exploitant a repris les travaux sur la zone sud, normalement terminée, en exploitant la banquette du niveau 1424 m NGF et en supprimant totalement une partie de cette banquette ;
- de ce fait les gradins inférieurs et supérieurs ont été reliés conduisant à front de taille d'une hauteur de l'ordre de 30 m ;
- la réorganisation de l'exploitation définie par l'exploitant en date du 26/07/2017 et intégrant l'avis technique du CEREMA de 2017 n'est pas respectée.

**L'arrêté de mise en demeure du 02/02/2022 n'est pas respecté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 9 : Respect du Phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.8.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect du Phasage

**Prescription contrôlée :**

Le phasage respectera les modalités précisées dans le dossier de demande d'autorisation. Les principales données du phasage d'exploitation sont reprises ci-après :

3e phase quinquennale (2024 -> 2029) :

- Exploitation :
  - Niveau 1438 : Exploitation complète, banquettes résiduelle au niveau 1438 (4ème piste) ;
  - Niveau 1424 : Exploitation complète, banquettes résiduelle au niveau 1424 (3ème piste) ;
  - Niveau 1410 : Exploitation partielle : Carreau temporaire au niveau 1418 en fin de phase 3 avec son accès depuis une nouvelle rampe (2ème piste) ;
- Réaménagement :
  - Niveau 1438 : 4ème piste (Fronts supérieurs et banquettes) ;
  - Niveau 1424 : 3ème piste (Fronts supérieurs et banquettes) ;
  - Ensemble des zones de stockage résiduelles de stériles en partie haute de la carrière dont ceux apportés en phase 3 avec notamment plantations sur l'ancienne piste d'accès ;
  - 3ème piste et talus séparant la 3ème piste de la 2ème piste dans le secteur Nord, en constituant un piège à cailloux au droit des parties les plus hautes ;
- Gestion des stériles : Stockage en partie haute au-dessus du carreau Nord jusqu'à la cote 1468 m NGF en continuité du stockage de la phase 2.

#### Constats :

D'après le phasage quinquennal validé fin 2023 (cf point de contrôle précédent) la situation doit être la suivante :

- À la fin de la phase 2 (→ 02/2024) :
  - x finalisation de l'exploitation du niveau 1452 au sud ;
  - x réaménagement de la 5<sup>e</sup> piste d'accès à la banquettes 1452 ;
  - x exploitation partielle du niveau 1438 au sud: carreau temporaire au niveau 1445
  - x création de la piste d'accès à ce carreau depuis la rampe du carreau nord ;
  - x poursuite du stockage des stériles au-dessus du carreau nord, partie sommitale, niveaux 1470 et 1466 ;
- début de la phase 3 (02/2024 →) :
  - x finalisation de l'exploitation de la banquettes du niveau 1438 ;
  - x réaménagement de la 4<sup>e</sup> piste d'accès à la banquettes 1438 ;
  - x exploitation du niveau 1424 au sud ;
  - x création de la 3<sup>e</sup> piste d'accès à ce carreau depuis la rampe du carreau nord ;
  - x poursuite et finalisation du stockage des stériles au-dessus du carreau nord, partie sommitale, niveaux 1470, 1468 et 1466 ;

Cf point de contrôle précédent :

- L'exploitant a repris l'exploitation de la zone sud et n'a pas poursuivi l'exploitation de la zone nord ;
- L'exploitant du gradin du niveau 1424 m NGF, ne permet plus son utilisation comme piste pour accéder à la zone nord tel que prévu dans le plan d'exploitation ;
- le nouveau phasage qui a fait l'objet du porter à connaissance du 23/05/2023, complété le 06/11/2023 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2023, n'est pas respecté.

**L'arrêté de mise en demeure du 02/02/2022 n'est pas respecté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

## N° 10 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, articles 4.3.1, 4.3.2 & 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 4.3.2 Eaux pluviales extérieures au site</b> Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement extérieures au site d'atteindre les stocks, les pistes et l'exploitation est mis en place à la périphérie de ces zones. ☛ Ce réseau de dérivation est dimensionné pour détourner une pluie d'occurrence centennale conformément aux données du dossier de demande d'autorisation.  <b>Article 4.3.2 Eaux pluviales intérieures au site</b> Les eaux pluviales tombant sur les zones en exploitation, les stériles, les stocks ... sont canalisées et collectées dans des dispositifs dimensionnés pour assurer une décantation sur la base d'un événement décennal. Ces dispositifs devront être régulièrement entretenus de manière à conserver leur efficacité. Le bassin de décantation est équipé d'un ouvrage de fuite séparé du volume de décantation par une cloison siphonée permettant la dissipation de l'énergie en évitant une mobilisation des matières en suspension décantée et le départ de fractions surnageantes. Pour les événements pluvieux dépassant l'occurrence décennale un déversoir de sécurité permet le rejet des eaux via une noue créée et dimensionnée à cet effet. Le fossé longeant la RD32 est recalibré au droit de la carrière (élargissement, adoucissement de son profil coté route) conservé enherbé et curé après chaque événement d'importance. Les eaux provenant du bassin de décantation et celles issues du reste de la plate-forme d'évolution sont captées par le fossé longeant la RD32 avant rejet dans l'Aude.  <b>Article 4.3.3 Entretien des bassins et équipements de traitement des eaux pluviales</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement et des capacités des bassins et fossés de récupération des eaux pluviales sont vérifiés périodiquement et au minimum tous les ans et après chaque événement pluvieux d'importance. Le résultat de la vérification est porté sur un registre ouvert à cet effet.
<b>Constats :</b> L'inspection rappelle que le traitement des eaux pluviales doit faire l'objet d'une attention toute particulière sur le site de la carrière de Puyvalador puisqu'il s'agit d'une mesure d'évitement qui a permis d'éviter la nécessité d'une dérogation au titre des espèces protégées du fait de la présence avérée du Desman des Pyrénées dans l'Aude qui s'écoule en contrebas de la carrière.  L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>• il n'y a pas de réseau pluvial extérieur au site sur l'ensemble du périmètre amont de la carrière ;</li><li>• le réseau pluvial interne n'est pas conforme aux dispositions prévues et les eaux ne sont pas toutes canalisées vers les dispositifs d'épuration ;</li><li>• les dispositifs d'épuration ne sont pas entretenus ;</li><li>• des matériaux fins se sont accumulés sur la plateforme.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension